

Internet joue un rôle indéniable dans la radicalisation, mais lequel? Une sociologue répond, après l'attentat qui a coûté la vie à un enseignant français

«Il y a peu d'éléments religieux»

LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFO

Extrémisme ▶ La décapitation du professeur Samuel Paty, en France, repose avec violence la question de la radicalisation sur internet. Comment lutter contre ces dérives, à l'heure où les jeunes mènent de plus en plus souvent leur quête existentielle sur la toile? Éléments de réponse avec la sociologue des religions Mallory Schneuwly Purdie.

Galvanisé par des contenus virulents postés sur les réseaux sociaux, l'auteur de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, un réfugié tchétchène de 18 ans, a parcouru plus de 100 km pour venir y décapiter le professeur d'histoire-géographie Samuel Paty, le 16 octobre. Un drame qui, plus que jamais, questionne le rôle des réseaux sociaux dans le phénomène de radicalisation des jeunes gens en quête de sens.

Initiatrice du projet «Positivislam», plateforme internet de lutte contre l'extrémisme en ligne, la chercheuse et sociologue Mallory Schneuwly Purdie, maître-assistante au Centre Suisse, islam et société de l'université de Fribourg, a posé pour nous son regard sur une jeunesse dangereusement connectée.

Quel lien faites-vous entre les vidéos dénonçant ce professeur et ce passage à l'acte?

Mallory Schneuwly Purdie: Le lien n'est pas immédiat, même s'il est indéniable. Une radicalisation n'a pas lieu du jour au lendemain ni en trois semaines. Ces publications à l'encontre de ce professeur qui a montré des caricatures du prophète en classe ne peuvent être considérées comme l'unique cause de ce massacre. En revanche, ce type de messages peut être le détonateur d'un passage à l'acte. Ils auront en tout cas exacerbé un sentiment de haine et d'insatisfaction vraisemblablement déjà présent chez l'auteur.

Quels rôles jouent les réseaux sociaux dans les phénomènes de radicalisation?

Ils agissent comme une caisse de résonance. Dans toute forme d'extrémisme – les antimasques, les suprémacistes blancs –, les réseaux sociaux ont le pouvoir de libérer une parole et de permettre sa diffusion entre des inconnus qui partagent les mêmes idées. Un jeune qui visionne des contenus contestataires aura rapidement envie de les partager. Il finira donc par entrer en contact avec leurs auteurs ou avec d'autres followers. Car ces jeunes ne se radicalisent pas de façon autonome



Pour la sociologue Mallory Schneuwly Purdie, dans le cadre du projet de lutte contre l'extrémisme en ligne Positivislam, «il est primordial d'habiter l'espace des réseaux sociaux». KAREN BISAZ MIRAGES PHOTOGRAPHY

derrière leur ordinateur, survient toujours une intervention humaine: quelqu'un, à un moment donné, les pousse dans l'engrenage.

A quels besoins répondent ces contenus radicaux?

Comme le dit le politologue et spécialiste de l'islam Olivier Roy, il sourd dans la société actuelle une envie de révolte nihiliste chez ces jeunes qui ne se voient pas d'avenir. Tout ce qui est ac-

quis peut donc être détruit. Le djihadisme contemporain, qui n'est plus le même que celui des années nonante en Afghanistan, est l'idéologie révolutionnaire la plus en vogue en ce moment. C'est celle qui permet à une frange de la jeunesse d'exprimer son mal-être, sa rage, sa violence.

Et qu'en est-il de leur quête spirituelle?

Je ne crois pas qu'on puisse parler de quête spirituelle. Pour beaucoup, on

n'est pas dans une quête de foi, mais dans cette colère nihiliste. Il y a finalement très peu d'éléments religieux qu'ils comprennent et qu'ils adoptent. On peut en revanche parler d'une quête de sens: on veut exister, se faire remarquer, qu'on parle de nous, laisser une trace...

Peut-on aussi parler d'un besoin d'appartenance?

Il est compliqué de parler d'apparte-

nance car ces jeunes agissent, au final, souvent seuls et n'appartiennent à aucune communauté précise. Surtout qu'il n'y a plus aujourd'hui de territoire physique du djihadisme, tout cela est beaucoup plus éclaté. Je parlerais plutôt d'une crise des identités, très forte actuellement. L'identité religieuse, évidemment, mais aussi familiale, sociale, etc.

La lutte contre la déradicalisation devrait-elle passer, selon vous, par les réseaux sociaux?

Dans le cadre de notre projet Positivislam, de jeunes musulmans ont posté sur la toile des contenus positifs à propos de leur religion. Un seul de ces articles traitait du djihad, et aurait donc pu être repéré par l'algorithme de jeunes gens défendant une idéologie révolutionnaire. De toute façon, un jeune radicalisé qui aurait lu nos contenus aurait pris nos jeunes collaborateurs pour des musulmans mécréants, étant donné leur participation au projet d'un Etat qui, selon eux, discrimine l'islam.

«Je ne crois pas qu'on puisse parler de quête spirituelle»

Mallory Schneuwly Purdie

Il n'y a donc pas de porosité possible entre les deux?

La radicalisation cognitive leur fait diviser le monde en deux. Je pense toutefois qu'il est primordial d'habiter l'espace des réseaux sociaux, la question étant à présent de savoir comment le faire pour que ces jeunes réceptionnent des discours alternatifs et sans que ceux-ci apparaissent à leur tour comme une forme de propagande.

L'enseignement du fait religieux a-t-il également, selon vous, un rôle à jouer?

Il est urgent de remettre l'enseignement du fait religieux au centre. Mais aussi l'enseignement confessionnel (lire ci-contre), afin que les jeunes qui évoluent dans des environnements fondamentalistes et n'entendent qu'une seule version de leur religion à la maison ou dans leur lieu de culte puissent aiguïser leur esprit critique. Autrement, comment garantir la liberté religieuse? Les jeunes doivent pouvoir apprendre à l'école qu'écouter de la musique n'est pas en soi interdit par la religion, ou que les gens qui consomment du porc ne sont pas des mécréants pour autant. I

PAR DOMINIQUE HARTMANN

Une possibilité de «déconstruire des discours extrémistes»

Comment remettre de l'enseignement confessionnel au sein d'une société sécularisée et multiculturelle? Après avoir été peu à peu distingué des programmes scolaires, l'enseignement confessionnel devrait-il y revenir? Mallory Schneuwly Purdie le pense. «Pas celui d'hier, bien sûr, précise la sociologue, mais un enseignement facultatif, nouveau, repensé et adapté au contexte contemporain. Un enseignement doté d'une véritable pédagogie pensée à l'attention des jeunes et menée, comme c'est le cas souvent, par des laïques, formés. Cela pourrait permettre à des jeunes de faire plus claire-

ment la part de la tradition familiale ou culturelle, et d'éclaircir leur propre rapport à la foi. Un tel enseignement confessionnel islamique existe déjà dans quelques communes en Suisse alémanique, à Zurich ou Lucerne, notamment – en Suisse romande, nous sommes très loin de pouvoir y songer.»

Comme elle le relève, dans le cas de l'attentat de Conflans, «l'imam incriminé représente une autorité au sein de sa communauté. Des cours donnés par d'autres figures d'autorité religieuse (formés à la fois théologiquement et pédagogiquement) pourraient contribuer à déconstruire certaines

représentations fondamentalistes et extrémistes, ce que ne peuvent pas dans la même mesure les enseignants ou sociologues, qui traitent de toutes les religions en termes neutres.»

Mallory Schneuwly Purdie n'est pas opposée à ce qu'un tel enseignement puisse avoir lieu dans les locaux scolaires: «Cela permet de poser un cadre déontologique et une orientation pédagogique clair aux intervenants et intervenantes et d'offrir aux jeunes un espace neutre, en dehors de la mosquée, où se forger un esprit critique sur leur référence religieuse.» PROPOS RECUEILLIS

L'accord historique Chine-Vatican renouvelé pour deux ans

International ▶ La Chine a annoncé jeudi le renouvellement d'un accord préliminaire avec le Saint-Siège portant sur la nomination des évêques, pomme de discorde depuis des décennies entre l'Eglise et le régime chinois. «La Chine et le Vatican ont décidé, après des consultations amicales, de prolonger pour deux ans l'accord temporaire sur la nomination des évêques», a indiqué devant la presse un porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhao Lijian.

Pékin et le Vatican ont signé en septembre 2018 un accord censé mettre fin à près de septante ans d'un différend centré autour de la nomination des évêques. Le texte, d'une durée provisoire de deux ans, prévoyait une reconduction. Les catholiques de Chine sont tiraillés de longue date entre une Eglise «souterraine», illégale aux yeux de Pékin et

traditionnellement fidèle au pape, et une Eglise «patriotique», inféodée au régime communiste.

Aux termes de l'accord de 2018, le pape François a reconnu huit évêques initialement nommés par Pékin sans son approbation. Inversement, au moins deux anciens évêques de l'Eglise clandestine ont été reconnus par Pékin. Mais les concessions offertes par Rome n'ont pas rendu la vie plus facile aux fidèles de l'Eglise clandestine, qui représenteraient environ la moitié des quelque 12 millions de catholiques chinois. Les catholiques chinois, comme d'autres croyants, font face depuis plusieurs années à une politique de «sinisation». Elle s'est traduite par la destruction d'églises ou de croix placées au sommet des édifices ainsi que par des fermetures de maternelles confessionnelles.

Malgré tout, le pape, qui a par le passé évoqué son «rêve» de se rendre en Chine, cherche à rétablir les liens avec le régime communiste

Malgré tout, le pape François, qui a par le passé évoqué son «rêve» de se rendre en Chine, cherche à rétablir les liens avec le régime communiste, rompus sur le plan diplomatique en 1951. La Chine et le Saint-Siège «poursuivront la communication et des consultations étroites, et continueront à faire avancer le processus d'amélioration des relations», a assuré M. Zhao. Le Vatican fait partie des 15 derniers Etats du globe qui reconnaissent le gouvernement de Taïwan, île dirigée par un régime rival de Pékin depuis 1949 mais dont la Chine populaire revendique à présent la souveraineté. Le catholicisme a pris racine en Chine à partir du XVI^e siècle à la suite de la présence de missionnaires jésuites, notamment l'italien Matteo Ricci (1552-1610).

ATS